

## Groupe “CA”

### **Rappel nécessaire des missions de l'université: créer/transmettre et diffuser des savoirs !**

Très important, en insistant que c'est notre spécificité qui nous distingue fondamentalement des autres composantes du PRES. Rappelons que tristement on a aussi désormais l'insertion professionnelle mais (c'est bien la FC) d'où nécessité d'améliorer ces deux points dans les faits, dans le travail de recensement (rôle déjà important de l'OFIP à Lille 1).

### **Pourquoi la question d'une université régionale ?**

Élément de contexte: mise en place du PRES + Plan Campus. PRES fonctionne de manière opaque et autonome (CA composé quasi exclusivement de Présidents et VP des 6 universités) et regroupe des partenaires très différents (public/privé, organismes de recherche, collectivités). Plan Campus: rénovation partielle et mise en sécurité d'une partie des campus lillois avec “promesse” de rapprochement des 3 universités lilloises (les travaux côté “bâtiment” sont à la phase d'étude mais côté travail “politique”, rien n'a démarré, malgré une motion votée à Lille 1 et 3 demandant la rencontre des 3 CA).

Les discussions sur une “université publique régionale” se placent dans ce contexte d'un PRES déjà existant mais au fonctionnement non satisfaisant et une mise en concurrence généralisée des universités sur l'ensemble de leurs missions.

### **Quelle articulation entre une « université régionale » et le PRES**

Quel objectif politique :

- avoir un poids au sein du PRES ?
- défendre les spécificités universitaires ?
- avoir une “masse critique” face au ministère et aux instances locales ?
- ... ou bien juste faire dans l'air du temps, de l'affichage de regroupement (comme le PRES actuel) ?

Est-ce que cela signifie en filigrane « on fait juste de l'affichage pour le ministère mais on se la joue chacun dans son coin » ou « on fait réellement un effort de regroupement pour récupérer la mais au sein du PRES et avoir un poids suffisant pour résister aux décisions du ministère et peser sur les choix des instances régionales » ? Sachant que la Ministre a déjà pris position dans les média contre cette idée “d'université régionale” ...

Dit simplement, si l'université régionale se fait, est-ce pour des raisons politiques pertinentes (au sens noble) ou juste de l'opportunisme ?

### **Statuts et rôle de l'instance de décision: politique ou affichage politique ?**

Rapprochement des universités implique soit une structure « légère » de coordination étroite des 6 universités sur certaines questions, soit une réelle université (EPST) et dans ce cas des conseils centraux « LRU » (20 membres élus maximum pour plus de 5000 personnels !)

La question de la nature de l'instance de décision est fondamentale: composition qualitative et quantitative, droit de vote, désignation et rôle de représentant non universitaire, possibilité d'invités permanent d'élus des différentes universités ...

Périmètre des décisions de cette instance, ie. quel transfert de compétence, relation avec les instances des universités (si structure « légère ») ou structuration interne sinon (différent « sites » avec des conseils de « site » ?)

### **Quelle organisation pour une « université régionale » en terme de composantes (Collèges ?**

**Instituts ? Facultés ? ...) et de services « communs et centraux »**

Mutualisation ? ... si mutualisation, de quoi, ie de la décision certainement, mais est-ce que localement chacun a un budget ou bien budget commun ? + personnel BIATOSS commun localisé à un endroit, ou délocalisé sur les différents sites ? Idem pour enseignants: intervention sur plusieurs sites ?

## **Comment travailler collectivement au sein des groupes inter-U ?**

Nécessité d'une transparence de fonctionnement:

- calendrier prévisionnel des réunions avec un délai suffisant entre deux réunions,
- des ordres du jour précis avec mise à disposition dans des délais suffisants (avant pour travail amont, après pour être « au fait » asap
- des comptes-rendus pour chaque réunion diffusés à l'ensemble des élus des conseils centraux des 6 universités

Question des « pouvoirs » et « ego » en place et des visions « établissements » à court terme ... pas compris : met-on l'accent sur une politique individualiste (impliquant les primes, les évaluations individuelles) ou voulons nous favoriser le collectif et les projets à long terme (par des mesures incitatives d'accompagnement, demandant un réel courage politique mais nécessaire pour une pérennité à long terme ?)

**Nécessité d'un réel travail de réflexion collective** qui porterait d'abord un constat partagé sur la situation actuelle et des pistes de travail mais aussi la définition des objectifs à moyen / long terme : faire l'économie de ces deux travaux de fonds avant toute prise de décision (et définition des modalités fonctionnelles) serait courir à l'échec

## **Groupe CEVU**

### **Nécessité d'un état des lieux de l'ensemble des formations**

nécessité d'un travail de recensement des formations actuelles (avec une normalisation des présentations des différentes formations permettant une meilleure lisibilité donc une meilleure com?) qui permettra éventuellement une refonte des offres de formation pour la rendre plus lisible et plus cohérente. Même sans « université régionale » ce travail devrait déjà être entrepris pour le prochain quadriennal.

question de la cohérence des diplômes similaires ou se recouvrant partiellement sur les 6 universités

Nécessité d'une cohérence au niveau régional avec les mêmes exigences au niveau des diplômes (pas nécessairement diplômes de l'instance globale mais charte de qualité des diplômes)

### **Question des relations entre les universités et le Rectorat**

question des relations rectorat/universités + relations Artois/universités dans le cas particulier des formations enseignement

### **Question de la Formation Tout au Long de la Vie (FTLV)**

renforcement et mise en cohérence de la FTLV: question des liens avec le monde socio-économique (collectivités (LMCU, région) + pôle emploi + associations du champ de l' (la ré)insertion professionnelle, organisme représentatif des PME)

(Ne fût-ce que parce que gros créneaux très « rentable », notamment la FC financée par les entreprises mais aussi socialement très utile)

nécessite aussi une (re)structuration à l'échelle de la région pour que l'université n'ait qu'un interlocuteur pour ce qui concerne l'emploi (cf. ci-dessus) et la formation en amont (relations avec le primaire/secondaire mais aussi les BTS via les Licences Pro)

FTLV ne doit pas être cantonnée à l'insertion professionnelle (marchandisation des salariés)

### **Question de la souplesse des parcours étudiants entre les différents diplômes**

importance de l'organisation des passerelles (réelles et honnêtes) entre voies courtes et longues incluant ou non de la formation en alternance

question d'une formation de « remise à niveau » (post-DAEU ? Pré-Licence ?) : pour qui ? et quels objectifs ? (eg passer les concours internes de la fonction publique mais aussi rattrapage d'un échec dans le secondaire...)

ne pas se leurrer sur le e-learning, peut-être un bon support, mais de la formation à distance « pure » n'a pas encore prouvé son intérêt.

Ne pas rater le coche du e-learning qui peut réellement « bonifier » une formation traditionnelle mais qui ne peut s'y substituer : la concevoir non pas comme un « à la place de » mais « en synergie » des formations traditionnelles en présentielle et surtout ne pas succomber au mythe du « c'est moderne donc c'est mieux »

Corrélativement, penser les formations longues, en alternance et la FTLV en matière de contribution relatives de la formation présentielle et à distance

question de la formation des maîtres (« mastérisation ») et du comportement de l'Artois sur cette problématique

question des diplômes PRES qui pourraient être des diplômes nationaux délivrés par des structures privées, des écoles d'ingénieur... : ce ne sont plus des diplômes nationaux

Question de la sélectivité des parcours : en amont ? en cours de route ? en aval (comme on le fait traditionnellement), sachant que ces 3 options n'ont pas du tout le « coût » financier pour les facs et les étudiants mais aussi la même justice en matière de « ne pas maintenir dans le systèmes des personnes vouées à l'échec ou mal orientées... » encore une fois, cela demande du courage politique mais est payant à long terme

### **Question de l'organisation des formations**

Que deviennent les UFR ? le R leur échappe complètement (pire il faut « trouver un service » à des enseignants recrutés exclusivement sur un profil R et les labos vivent plus de leurs fonds propres que de ceux alloués par l'UFR...)

Par contre dans les cadre des RCE, le pb des heures, du personnel ... bref de l'équilibre budgétaire devient crucial : l'UFR peut remplir un rôle local en régulant les services, les filières ouvertes ou non...

## **Groupe CS**

### **Question de politique de recherche**

La recherche est avant tout une recherche de compréhension du monde et des hommes. La recherche ne doit pas être réduite à l'innovation et la valorisation (marchandisation de la recherche). En effet, l'université reste la seule instance de recherche pure (après la destruction du CNRS...) nécessaire au développement futur (à 10-20 ans d'échéance)

### **Question de politique de recherche en terme de pluridisciplinarité**

difficulté du développement de réelles recherches pluridisciplinaires ... pose la question de la (sur)spécialisation de la recherche ... mais aussi celle de la cohabitation sans interactions de la recherche (tant au niveau des labo, que des chercheurs eux-mêmes, biais renforcé par l'individualisation de l'évaluation)

### **Question de la structuration de la recherche au niveau régional**

question de l'organisation des différents laboratoires (qu'est-ce qu'un laboratoire ?, de la définition d'une politique de recherche commune (déjà au sein d'un établissement ce n'est pas simple ...)  
Si ce projet d'université régionale se concrétise, il faut insister sur le fait que les publi, les contrats,

les brevets seront sous le même intitulé (nom à déterminer d'ailleurs puisque le PRES s'est approprié le terme "PRES Université Lille Nord de France").

**Question des conditions de financement de la recherche**

position par rapport au fonctionnement sur appel à projet et à l'accroissement que cela implique de personnels précaires – mais aussi à la « court-termisation » de la recherche : peut on envisager la création de fonds pour des projets « au long court »

**Question de la structuration de la recherche au niveau des universités**

question des relations laboratoire / UFR ? corollaire : qu'est qu'une UFR, le terme R devient totalement débile, donc autant le supprimer...